



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Notre SITE INTERNET :
www.npa-revolutionnaires.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes » – Karl MARX

BUDGET 2025 : À NOUS DE FAIRE PAYER LES RICHES

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo.

Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1 200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix.

Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des bois à l'envers.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués

aux Outre-mers, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale.

Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

Sauvés par le gong

Faute d'avoir du travail à nous faire faire, certains membres de l'encadrement s'évertuent à s'en donner à eux-mêmes. Depuis quelques temps, on peut les voir errer près des tourniquets ou des toilettes, surtout en fin de poste. À voir leurs mines, ça n'a pas l'air très épanouissant.

Mais attention à ne pas trop vous apitoyer sur leur sort. Si vous témoignez de votre sens de l'humanité en allant leur taper la causette, ça pourrait vous coûter cher. Quand bien même votre journée est largement faite...

Heureusement, la cloche finit toujours par sonner et nous laisser sortir de ce qui ressemble de plus en plus à une maison de fous...

Problème de très très riches

La direction dit que les temps sont durs : au lieu de faire plus de 10 % de marge, elle dit qu'elle n'en fera « que » 5,5 % à 7 % en 2024. Même avec des liquidités en négatif actuellement, le groupe a fait depuis sa création en 2021 plus de 54 milliards de profits, il dégage 1 milliard de profits par mois en moyenne encore aujourd'hui. Autant dire que c'est Stellantis qui nous doit de l'argent, pas l'inverse.

Intérimaires, pas boucs émissaires

Plusieurs dizaines d'intérimaires ont été recrutés il y a quelques semaines quand les prévisions de production pour notre site repartaient à la hausse. Maintenant que les H- s'accumulent, on réentend la petite musique comme quoi ils seraient de trop.

Stellantis a de quoi payer ces salariés comme tous les autres. Et partager la charge de travail ne fait de mal à personne. Sauf aux actionnaires, bien sûr...

L'envers du salon de l'Auto

Depuis des semaines, la liste des sous-traitants menacés s'allonge : après MA France (fermeture et 400 emplois supprimés), Valeo (4 sites menacés : 1 300 emplois), Dumarey à Strasbourg (248 emplois supprimés), Novares (126 emplois en Alsace aussi), Bosch (deux sites menacés), Imperiales Wheeles, Walor, Forvia (ex-Faurecia), Continental, OP Mobility, Marelli, et bien d'autres... Chez Michelin, ce sont trois sites qui attendent d'être fixés sur leur sort. Derrière ce sont les constructeurs qui menacent de fermer des usines dans toute l'Europe, Volkswagen et Stellantis en tête.

De nombreuses délégations, de MA France, Valeo, Dumarey, Renault, Stellantis et de bien d'autres se retrouveront ce jeudi au Salon de l'Auto. Une première étape pour faire en sorte que plus une seule équipe d'aucun site ne se retrouve isolée face aux menaces de

fermetures, licenciements et suppressions de postes !

Carlos prépare déjà sa reconversion

Dans une vidéo que le site du journal *L'Humanité* a mise en ligne, Carlos Tavares se prétend « pas assez fortuné » pour payer le modeste impôt Barnier sur les ultra-riches. Quand il quittera la présidence du groupe en 2026, « monsieur 36 millions par an » pourra se reconvertir en clown.

Mais gare aux tomates pourries quand même...

Halloween en avance

Un inconnu frappe à votre porte. Dracula, Frankenstein, une momie ? Non, pire encore : un cadre de l'automobile !

C'est ce qui est arrivé à des salariés en arrêt maladie de l'usine Tesla de Berlin (12 000 ouvriers). Des directeurs se sont invités chez eux pour leur faire reprendre le travail. Il ne leur est pas venu à l'idée que le taux d'arrêt maladie de 11 % à 17 % est dû aux pressions de ce genre subies tous les jours...

Les ouvriers visités l'ont exprimé à leur manière : en refusant de leur ouvrir, en leur claquant la porte au nez ou en appelant la police.

Milee supprime 10 000 emplois en France !

Les salariés de Milee (ex-Adrexo), qui distribuent de la publicité non-adressée, ont appris en septembre que l'entreprise était en liquidation judiciaire.

Les 3 actionnaires du groupe se sont octroyé 72 millions d'euros l'année dernière et les travailleurs se retrouvent dehors avec des arriérés de salaire non payés. 1 700 d'entre eux ont plus de 70 ans. Ils ont bossé pour augmenter leurs retraites, ont payé des cotisations, mais n'ont droit à rien au moment du licenciement au prétexte que leurs dossiers retraite sont fermés.

Eh oui, tous les retraités ou licenciés ne s'appellent pas Carlos Tavares... Contre les licenciements, la coordination des luttes est plus que jamais nécessaire.

Défendons l'hôpital public !

Depuis un an, les urgences de l'hôpital de Carhaix (Finistère) sont fermées la nuit. En journée, il faut obligatoirement appeler le 15 pour y avoir accès, et les patients sont parfois réorientés vers des hôpitaux à plusieurs heures de route, comme le CHU de Brest. Les conséquences peuvent être dramatiques.

Alors samedi 12 octobre, plusieurs milliers de manifestants ont réclamé devant l'hôpital la réouverture 24h/24.

Ils ont raison. Il faudrait en faire autant dans le pays tout entier pour imposer les embauches nécessaires pour faire tourner les hôpitaux !